Le document "Kairos-Palestine" publié par un groupe de Chrétiens palestiniens

31/10/2010 | Dr Michael Volkmann*

Le 11 décembre 2009, seize Chrétiens palestiniens ont publié à Bethléem un plaidoyer qui a été distribué par le Conseil mondial des Églises. Ce document, appelé "Kairos Palestine", est largement commenté et suscite maintes controverses. La prise de position suivante, formulée dans la perspective du représentant du Dialogue entre Chrétiens et Juifs de l'Église évangélique de Württemberg, comporte à la fois une appréciation et une critique. La critique l'emporte toutefois sur les aspects plus positifs.

"Un moment de vérité …" n'est pas un document ecclésial officiel. Le seul signataire qui soit chef d'une Église du Moyen Orient, l'évêque Munib Younan, a retiré sa signature. Même si le titre du document le présente comme "une Parole de foi", il contient d'abord et avant tout un message politique et des requêtes politiques.

Sur la page d'accueil du groupe, www.kairospalestine.ps, la version anglaise du document est précédée par une courte déclaration signée par 13 chefs religieux --patriarches, archevêques, évêques, et un custode. Cette déclaration de près de neuf lignes porte le titre "Nous entendons le cri de nos enfants". Elle exprime l'appui des signataires à l'appel à la justice, à la paix et à la réconciliation, et demande la bénédiction divine pour la construction d'une société fondée sur l'amour, la confiance, la justice et la paix.

Le Conseil Mondial des Églises (CME) n'a pas diffusé la version allemande de la déclaration des dirigeants ecclésiaux, mais seulement le document de 14 pages des auteurs déjà mentionnés. La prise de position qui suit concerne donc ce document "Kairos Palestine", et non la déclaration des dirigeants ecclésiaux.

La situation litigieuse appelle une solution politique à travers la négociation et le compromis

Le document exprime nettement des doléances concernant la situation pénible des Palestiniens: absence de liberté, détresse matérielle, juridique et psychologique, maigres perspectives d'avenir, désunion interne et dispersion extérieure dans de nombreux pays. Parlant au nom de leurs compatriotes, les auteurs déplorent la prolifération des colonies israéliennes dans des territoires revendiqués par Israël, le problème non résolu des réfugiés, les nombreuses arrestations, les obstacles à la pratique de la religion, la marginalisation des Chrétiens palestiniens.

La situation, définie par un conflit aujourd'hui comme hier, appelle une solution politique de nature à instaurer la paix. Les Églises protestantes en Allemagne réclament une solution passant par la coexistence de deux États, et un règlement approprié entre les intérêts des Israéliens et des Palestiniens, en fonction d'une négociation et d'un compromis (voir les études de l'Église Évangélique d'Allemagne [EKD] "Chrétiens et Juifs, I-III"). Dans la déclaration des Chrétiens Évangéliques à Württemberg, appuyée par le Haut Consistoire de notre Église, déclaration intitulée "Pour soutenir une paix juste au Moyen Orient" et publiée le 11 janvier 2005, nous écrivions: "Nous réaffirmons ce que proclamait notre synode régional, le 9 novembre 1988: *"En tant qu'Église interreliée avec le peuple d'Israël"* -- et nous ajoutons, en nous unissant aux

Chrétiens d'Israël et de la Palestine – *nous prions pour la paix au Moyen Orient et demandons à tous ceux qui sont directement ou indirectement mêlés au conflit israélo-arabe, de ne pas perdre courage dans les efforts de rapprochement et de réconciliation. L'hostilité, la méfiance, la violence et la haine mènent à la destruction. Seul un effort persistant pour parvenir à la compréhension, au compromis et à la paix peuvent paver le chemin d'un avenir commun pour les peuples du Moyen Orient"*

Il faut réitérer maintenant ces affirmations, alors que le chemin vers la paix au Moyen Orient apparaît si ardu, si long, si périlleux, et que l'espoir semble si éloigné pour les populations affectées par le conflit.

À propos de certaines affirmations politiques du document

a) Au sujet de la tension entre la non-violence et "la résistance légitime contre l'Occupation"

Si la situation devait s'améliorer, ce serait forcément par l'application de la non-violence. Par conséquent, il faut féliciter les auteurs de leur engagement envers une action non violente. Une partie de la doctrine d'une action non violente tient à la corrélation entre les buts et les moyens, et s'oppose donc au principe d'une réalisation de la paix par la violence. Mais une compréhension chrétienne de la non-violence pourrait-elle jamais devenir le principe directeur d'une politique palestinienne dominée par l'islam? Cette question est exacerbée par l'engagement des auteurs à une "résistance légitime". Car la résistance signifie depuis longtemps l'utilisation de la terreur contre les Juifs des deux sexes et de tous les âges. Les auteurs ont mis entre guillemets la notion du terrorisme (4-3), ce qui signifie probablement qu'ils doutent de sa légitimité.

Il est historiquement insoutenable de prétendre que la résistance répond nécessairement à un régime d'occupation (1-4; 4-3). De grandes attaques arabes contre les Juifs se sont produites en Palestine depuis 1920 environ, et les attaques des Fedayin contre Israël ont débuté autour de 1950. L'OLP a été créée en 1964. L'occupation de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza s'est déployée plus tard, en 1967. C'est après le retrait israélien de Gaza en 2005 et le démantèlement complet des colonies que le conflit a connu une escalade.

La fin de l'occupation conduit à la paix lorsqu'elle se produit dans le cadre d'un traité de paix global où les deux parties s'engagent à honorer leur accord. C'est la disposition de la loi internationale concernant l'occupation. Il ne s'agit donc pas de "forcer l'oppresseur à mettre fin à son agression" (4-2-3). Les Palestiniens eux-mêmes peuvent être les principaux acteurs d'une situation où les Israéliens ne les considéreront plus comme une menace.

b) Une dissolution de l'État juif plutôt que l'instauration d'une solution à deux États

La prière demandant pour les deux peuples de ce pays la force de vivre ensemble et de créer la justice et la paix apparaît positive (2-3-1). Cependant, la solution à deux États est écartée par les auteurs. Ils parlent d'"une [!] nouvelle société à la fois pour nous et pour nos opposants" (4-3),

évoquant une vision d'un seul État pour les deux peuples, ce qui signifierait l'élimination *de facto* de l'État d'Israël comme État juif. Cette hypothèse se confirme au passage 9-3, "Les efforts pour faire de l'État [!] un État religieux, juif ou islamique, étouffent l'État, le confinant dans d'étroites limites … Nous en appelons aux Juifs religieux et aux Musulmans religieux à la fois : laissez cet État devenir un État pour tous les citoyens ... Une telle interprétation des requêtes politiques est appuyée par "le message aux Juifs … Nous pouvons organiser notre [!] vie politique … selon la logique de cet amour et de son pouvoir, après avoir mis fin à l'occupation et établi la justice" (5-4-2).

Toutes ces citations parlent d'un seul État, d'une seule société, d'une vie politique commune, et non pas de la coexistence de deux États. Dans un tel État unique, les Juifs deviendraient une minorité, dominée par une majorité musulmane, augmentée possiblement par le retour des réfugiés qui auraient "leur droit de retour, génération après génération".(1-1-6). Tous les éléments positifs sont projetés dans cette vision d'un État unique. "Nous verrons ici une terre nouvelle et un nouvel être humain, capable de s'élever en esprit pour aimer chacun, chacune de ses frères et sœurs" (10). Mais comment une telle offre faite aux Juifs peut-elle être crédible si la minuscule minorité chrétienne-arabe déclinante ne peut le garantir pour eux? Un tel État ne serait pas en mesure d'assumer la fonction de protection qu'a l'État d'Israël pour les Juifs et à laquelle tiennent grandement les Églises protestantes d'Allemagne. Le véritable problème du conflit, et celui du document analysé ici, tient manifestement non pas à une concentration sur la question de l'occupation, mais à la question de l'acceptation de l'État juif d'Israël par ses voisins arabes. L'existence de l'État d'Israël est, du point de vue des Églises protestantes d'Allemagne, inaliénable.

c) Un hommage nationaliste ou chrétien aux défunts?

Il faut saluer dans le texte l'appel lancé aux musulmans de renoncer au fanatisme et à l'extrémisme (5-4-1). Par contre, l'affirmation suivante, indifférenciée, est inadmissible (4-2-5): "Nous respectons et tenons en haute estime tous ceux qui ont donné leur vie pour notre nation.et nous affirmons que tout citoyen, toute citoyenne doit être prêt(e) à défendre sa vie, sa liberté, son pays". Parmi les gens auxquels le texte réfère, il y a des personnes qui sont mortes à la seule fin d'assassiner le plus grand nombre de Juifs possible. Nous apprécierions plutôt une parole chrétienne faisant la lumière sur le problème des kamikases vénérés comme des "martyrs".

d) Aucune expression d'appréciation de l'autonomie palestinienne

Le propos du texte, centré sur l'occupation, empêche les auteurs, manifestement, d'exprimer une quelconque appréciation pour l'autonomie palestinienne en tant qu'étape sur la voie de la liberté d'un État dûment constitué. Le gouvernement palestinien actuel, dirigé par le premier ministre Salam Fayyad, a bien amorcé son mandat, en profitant de son autonomie pour bâtir des institutions de la société civile en Cisjordanie. L'une des premières mesures qu'il a prises, et qui s'imposait depuis longtemps, a été la création d'un monopole du pouvoir gouvernemental.

Copyright JCRelations

L'administration, le pouvoir judiciaire et la police sont devenus plus efficaces, avec l'aide de l'étranger. Israël a pris acte de ces mesures en abolissant bon nombre de contrôles de sécurité. Ces mesures, et la liberté plus grande dont elle jouissait, ont permis à la Cisjordanie depuis 2009 de connaître une croissance économique de 6-7%. Il est étonnant que cette transition, pour laquelle les Chrétiens également devraient éprouver de la gratitude, ne soit pas évoquée dans le document.

L'appel à un boycott contre Israël

L'appel à un boycott "contre tout ce qui découle de l'occupation" (4-2-6) ou encore contre l'ensemble d'Israël (7) doit être rejeté pour trois raisons.

Premièrement, l'Allemagne a connu déjà un boycott des Juifs, de sinistre mémoire.

Deuxièmement, un boycott signifierait un jugement de culpabilité à l'encontre d'Israël, uniquement. L'état de choses actuel tient en grande partie aux gestes politiques des Palestiniens et de divers États arabes. Dans le conflit israélo-palestinien, les Palestiniens, même s'ils sont la partie la plus faible, ne sont pas seulement des victimes, mais des agents responsables. Pour qu'advienne la paix, les deux parties doivent agir.

Troisièmement, des sanctions internationales signifieraient le remplacement des négociations par la coercition. Nul n'a le droit de mettre fin à un état existant par une coercition externe. L'appel à un boycott est adressé aux "personnes, aux compagnies et aux États" (4-2-6). Le monde entier devrait boycotter Israël. Si le but visé ici est de "libérer les deux peuples des positions extrémistes des différents gouvernements israéliens (!) (4-2-6), alors, la seule solution de rechange serait l'installation d'un gouvernement palestinien, Fatah ou Hamas, pour les deux peuples. Et cela serait un gage de paix, de justice et d'amour?

À propos de certaines affirmations théologiques du document

Les affirmations théologiques du document sont consacrées respectivement à la foi, à l'espérance et à l'amour. Lorsque les Églises européennes parlent du judaïsme et d'Israël comme du peuple de Dieu, elles commencent souvent par une confession de culpabilité. Mais ce n'est pas le cas du document Kairos-Palestine. Ce document contient très peu d'autocritique, et, le cas échéant, il déplore le manque d'unité politique des Palestiniens (3-2, 9-4) ou leur propre silence (5-2). Lorsqu'il attire l'attention sur la mission prophétique de l'Église (3-4-1), il lui apparaît nécessaire de souligner que les prophètes d'Israël étaient en général plutôt autocritiques et appelaient leurs propres dirigeants et leur peuple au repentir. Au paragraphe 5-2, les Chrétiens en général sont invités au repentir au sens d'un renversement de leur solidarité, au profit d'une solidarité avec les Palestiniens souffrants. À la section 6, des "fondamentalistes" chrétiens non précisés, qui appuient Israël, sont appelés à se "repentir", et à devenir solidaires des Palestiniens.

Le document relativise les affirmations théologiques concernant la relation spéciale entre Dieu et Israël en disant que Jésus est venu avec un enseignement nouveau (Mc 1 27), "projetant un nouvel éclairage sur l'Ancien Testament, sur les thèmes qui touchent à notre foi chrétienne et à nos vies quotidiennes, des thèmes tels que la promesse, l'élection, le peuple de Dieu et la terre" (2-2-2). Le document aborde la signification universelle de la parole de Dieu (2-2) et la question de "notre pays" (2-3), sans faire état des grâces spéciales conférées à Israël. L'élection permanente d'Israël et la fidélité de Dieu à l'alliance, dont la terre promise est un élément de base, constituent pour nous, cependant, des affirmations clés associées au cœur de la foi chrétienne. La relation spéciale de Dieu avec Israël ne saurait être relativisée et transformée en un concept de portée

Copyright JCRelations

universelle. L'étude de l'EKD, "Chrétiens et Juifs III" (4.6.5) portant que "l'appel des Chrétiens palestiniens à universaliser tous les énoncés bibliques concernant la terre ("Dieu a donné une terre à chaque peuple") contredit … la révélation biblique d'un Dieu qui se lie inextricablement au peuple juif. L'Alliance et le territoire tiennent d'une même réalité. La même critique s'applique également au document Kairos-Palestine. L'énoncé "l'occupation israélienne est un péché contre Dieu et l'humanité" (2-5) ou un "mal", est excessif, théologiquement parlant. Le droit international tient toute occupation comme un fait qui peut être évité, voire éliminé.

En intitulant leur document "Kairos Palestine", les auteurs ou le Conseil Mondial des Églises établissent une comparaison entre Israël et l'ancien régime de l'apartheid en Afrique du Sud. L'accusation d'apartheid attaque l'image qu'Israël a de lui-même comme l'État juif. L'apartheid a été aboli en Afrique du Sud: les auteurs et le Conseil mondial des Églises veulent de même abolir le caractère juif de l'État d' Israël. Derrière ce propos se profile une identification du sionisme au racisme, équation à laquelle Philip Potter, en tant que secrétaire général du CME s'est opposé avec véhémence lorsqu'elle a été adoptée par l'ONU en novembre 1975. M. Potter a fait valoir trois arguments: 1) aucune des aspirations du peuple juif ne justifie cette équation; 2) rien ne prouve que le sionisme soit raciste au sens de la définition du racisme établie en 1967 par l'UNESCO; 3) cette équation détourne de la tâche urgente de résoudre le conflit du Moyen Orient par des négociations pacifiques. Est-ce que le CME se dissocie aujourd'hui de tels arguments?

Il faut rappeler ici la réaction différenciée de l'Église Évangélique d'Allemagne sous la présidence de l'évêque D. Class à la décision prise par l'ONU en 1975: le groupe d'étude "Église et judaïsme" s'est vu confier la rédaction d'un "Guide pour une meilleure compréhension", publié en 1976 sous le titre "Qu'est-ce que le sionisme?"

La comparaison entre Israël et l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid est inappropriée. Certes, une partie du peuple israélien nourrit des sentiments anti-arabes, mais la ségrégation raciale ne fait pas partie de la politique israélienne. Par ailleurs, l'antisémitisme est non seulement répandu largement chez les Arabes et les Musulmans, mais il constitue souvent un instrument politique. L'antisémitisme et le transfert de l'hostilité sur Israël et tous les Juifs est la raison principale de la chute de la population juive dans les pays arabes, qui est passée d'environ 1,2 million de personnes (vers 1930) au maigre contingent actuel de 5 000 habitants environ. Plus de 1,2 million de Palestiniens vivent en Israël, où ils jouissent des mêmes droits que les autres Israéliens. Ils se disent toutefois victimes de discrimination dans la vie quotidienne (1-2-1). Dans aucun pays arabe les Juifs ne jouissent des mêmes droits que les autres citoyens.

Résumé

1. Le document "Kairos Palestine" souligne de façon très nette les conditions de vie difficiles des Palestiniens. Avec les autres Églises protestantes d'Allemagne, l'Église Évangélique de Württemberg milite pour le déploiement d'efforts constants de compréhension, de compromis et de recherche de la paix.

2. Parmi les éléments positifs du document, il faut souligner le plaidoyer des auteurs pour l'abandon de la violence, du fanatisme et de l'extrémisme.

3. Le document appelle à la dissolution de la judéité de l'État d'Israël. Cette demande est étayée par une théologie qui estompe le caractère unique de la relation d'Israël avec Dieu au profit d'une perspective universaliste.

4. L'appel à la dissolution de la judéité de l'État d'Israël est légitimé par une identification du sionisme à l'apartheid.

5. L'objectif visé ici n'est pas le compromis d'une solution à deux États, favorisée par le "Quartet

Copyright JCRelations

pour le Moyen Orient" (ONU, États-Unis d'Amérique, Union Européenne, Russie), mais l'installation d'une société majoritairement arabo-musulmane dans un seul État où vivraient Musulmans, Juifs et Chrétiens.

6. Cette majorité musulmane devrait, selon les auteurs, être régie par les valeurs chrétiennes d'amour, de justice et de paix. Le document ne précise pas la façon dont un tel idéal pourrait se réaliser.

7. Pour réaliser leur objectif, les auteurs souhaitent, non pas une solution négociée, mais un appel aux États, aux organisations et aux individus pour l'application de sanctions, de boycotts et de mesures coercitives contre Israël.

8. L'appui que les Chrétiens et les Églises accordent à Israël devrait, selon les auteurs, se transformer en un appui aux Palestiniens.

Conclusions

Un bon nombre des affirmations du document "Kairos Palestine" ne cadrent pas avec les énoncés théologiques et politiques des Églises protestantes d'Allemagne à propos d'Israël et du conflit israélo-palestinien. A mon avis, on ne peut pas endosser les énoncés politiques ou théologiques de ce document..

Il m'apparaît important, toutefois, de le lire comme une expression subjective de préoccupations immenses dont les Églises ciblées doivent prendre acte. Pourtant, les Églises commettraient une erreur très grave si elles se laissaient persuader de s'en prendre à Israël. Premièrement, leur passé anti-juif, dont elles se sont éloignées péniblement, leur interdit une telle position. Ensuite, il serait extrêmement futile que des Églises fassent pression sur Israël pour qu'il modifie ses politiques.

Dans la déclaration du 11 janvier 2005 des Chrétiens protestants de Württemberg, intitulée "Promouvoir une paix juste au Moyen Orient", appuyée par le Haut Consistoire, nous écrivions: "Nos partenaires dans le dialogue en Israël et en Palestine attendent de nous une perception attentive, de l'empathie devant leur situation et une aide concrète. [...] Étant donné la complexité des conflits, il est important que nous maintenions les échanges entre nous et avec nos partenaires et que nous intensifiions les efforts pour instaurer un dialogue entre les parties qui n'ont pas de contact entre elles. Nous demandons instamment un soutien accru pour les personnes et les groupes qui travaillent ensemble à favoriser la compréhension, le compromis et la coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens."

La réponse de notre Église régionale au document "Kairos Palestine", en raison de ces énoncés, devrait être un encouragement et une promotion des discussions entre les Chrétiens palestiniens et les Juifs de différentes allégeances religieuses. À la section 9-2, le document appelle à une meilleure connaissance mutuelle. Il est important d'apprendre à percevoir comment le partenaire en dialogue se voit lui-même, pour cheminer vers un accommodement. Les deux parties doivent accepter une transformation. Les deux sociétés changeront probablement sous l'influence de processus de l'intérieur. Le vivre-ensemble des Chrétiens et des Juifs en Israël et dans les régions de l'autonomie palestinienne se présente comme la chance d'un rapprochement, d'une meilleure compréhension mutuelle et de l'établissement d'un réseau d'alliés dans le processus de paix.

Bad Boll, le 25 juin 2010

Copyright JCRelations

Signé

Dr. Michael Volkmann

* Le révérend Michael Volkmann est depuis 2003 le représentant du Dialogue entre Chrétiens et Juifs au sein de l'Église Évangélique de Württemberg. À l'âge de 18 ans, il s'est rendu en Israël pour la première fois, et à 20 ans, il a vécu un an dans ce pays à titre de bénévole pour Aktion Sühnezeichen. Il a par la suite poursuivi des études en théologie, en pédagogie et sur le judaïsme, et obtenu un doctorat en sciences sociales.

Traduit de (LINK!!) l'allemand et de (LINK!!) l'anglais par Pierrot Lambert et Jean Duhaime pour

Relations judéo-chrétiennes.

Copyright JCRelations